

Fiche CICDA en Equateur



Une certaine façon d'être en résonance avec des dynamiques populaires locales et d'articuler différents savoirs...

Dans un panorama très contrasté, le **CICDA**, qui a initié ses activités en Equateur en 1994 par un projet de dimensions modestes, représente un cas original : ne comptant à l'époque qu'un effectif réduit de cadres permanents, cette ONG française a été amenée à jouer un rôle très actif dans la **concertation interinstitutionnelle sur la gestion sociale des ressources hydriques en Equateur** et occupe de ce fait une place très importante dans les débats correspondants.

L'originalité du processus de consolidation des organisations paysannes réside dans la constitution d'institutions « de second degré » pour réaliser des tâches d'intérêt commun. Outre le consortium **CAMAREN**, ont ainsi été créées la *Red Financiera Rural*, qui regroupe une cinquantaine d'ONG spécialisées et la *Maestria en economía agrícola y desarrollo rural*, au sein de l'Institut supérieur de troisième cycle de la Faculté des sciences agronomiques de Quito.

Le cas du consortium **CAMAREN** est en outre illustratif de la capacité de ces institutions à se doter d'outils originaux, comme par exemple le recueil d'opinions issues des représentants les plus divers de la société civile et des agences de l'Etat ayant à voir avec le thème à traiter (les ateliers : *mesas de trabajo*) et la mise en forme des connaissances disponibles pour la formation (le « dialogue des savoirs », faisant appel à la fois aux connaissances scientifiques, aux savoirs ancestraux et à l'expérience des institutions). Dans le même esprit, on notera que les étudiants de la *maestria* sont des salariés d'entreprises restant en fonction (l'enseignement se déroule par alternance) et que les sujets de leurs mémoires de troisième cycle doivent être validés par leurs employeurs.

Ces démarches montrent la volonté délibérée des promoteurs et responsables de ces institutions de rester au service de leurs mandants en leur offrant les services les plus appropriés à leurs besoins.

Dans un contexte de tensions sur la gestion sociale de l'eau, **CAMAREN** a pu mobiliser les connaissances et les opinions d'un très grand nombre d'acteurs sociaux dans les 17 provinces concernées et dégager, à l'occasion du forum national de 2002, des argumentaires et propositions auxquels les pouvoirs publics et les élus se doivent d'apporter des réponses, ce qui semble devoir être le cas dans le contexte politique actuel.

Le rôle du CICDA dans ce contexte

CICDA est arrivé un peu plus tard dans le processus. **Son rôle a été de renforcer, formaliser et appuyer** (à travers différents financements dont une convention d'objectifs) **la concertation entre les différentes catégories d'acteurs.**

Les appuis scientifiques de la part d'institutions de recherche françaises (IRD/INRA/INA-PG) ont permis au CICDA d'avoir une réflexion plus armée au plan théorique.

Cette réflexion sera développée avec les partenaires locaux à travers trois types d'action :

- la capitalisation des savoirs. Il formalise les outils de capitalisation avec le COMAREN et formalise une méthode basée sur le « **triangle des savoirs** » : savoirs académiques, savoirs paysans et savoirs expérimentaux des institutions de développement
- la collecte systématique de **documentation** et la **production de référents**
- le « **ratissage** » **institutionnel** à travers des ateliers depuis la base jusqu'au sommet avec les acteurs institutionnels. Il s'agit là d'un énorme travail de restitution-concertation fort exigeant en coût de coût de transaction.

CICDA a aussi à l'époque aidé à monter un master en agronomie à l'Institut supérieur de troisième cycle de la Faculté des sciences agronomiques de Quito avec des institutions académiques françaises.

Ces constructions institutionnelles n'auraient pu être possibles sans un investissement de long terme, sans doute peu planifié au départ, mais partant d'une démarche appuyée de concertation entre organisations paysannes, académiques, techniques, etc. qui en fait un vrai « facilitateur d'Inter-Mondes ».

Source originale :

M. Totté, Tarik Dahou, Raogo Antoine Sawadogo, René Billaz 2003 **La concertation entre acteurs privés et publics : pratiques et normes des OSI françaises. Document de capitalisation F3E/COTA** (<http://www.f3e.asso.fr>)

